

▶ QUEL RÔLE PEUT JOUER LE DIALOGUE SOCIAL DANS LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET LA RELANCE VERTE ?



Est-il encore utile d'alerter la population sur l'urgence climatique mondiale ? Les études scientifiques consacrées à l'acidification des océans, à la fonte des glaciers et à la disparition des espèces se multiplient ; la Conférence des Parties (COP), convention internationale adoptée en 1992 pour maîtriser l'augmentation des gaz à effet de serre (GES) causée par les activités humaines, tente de convaincre un nombre croissant de pays, régions, villes et entreprises de prendre des engagements pour contenir le réchauffement climatique ; les jeunes générations se mobilisent et interpellent ces derniers pour entamer des actions concrètes.

Par ailleurs, depuis la crise sans précédent déclenchée par la Covid-19, de nombreuses voix s'élèvent pour intégrer la question écologique dans les mesures de sauvetage et de reprise de l'économie. Une douzaine de ministres de l'environnement européens ont appelé le 9 avril à mettre le Green Deal au cœur de la relance économique européenne, tout comme quatre-vingt-dix dirigeants d'entreprises françaises et internationales signant, le 3 mai, une tribune collective.¹

Pour autant, allons-nous parvenir à aller au-delà de ces proclamations, à passer d'une prise de conscience de plus en plus partagée à des actes pour infléchir la consommation des ressources non renouvelables et réduire la pollution ? La mobilisation opérationnelle pour le climat doit s'effectuer à tous les échelons, de l'Etat au citoyen, en passant par les collectivités locales, les administrations et les entreprises. Cela suppose des transformations profondes dans les modes de production, l'aménagement des territoires, l'organisation du travail. Cela requiert aussi de revoir les processus et les critères de décisions en associant des parties prenantes diversifiées et pertinentes et en encourageant le dialogue.

La pression s'accroît plus particulièrement sur les entreprises, tenues responsables de l'essentiel des émissions de GES. Or, selon une enquête de l'Institut Français des Administrateurs (IFA) en janvier 2020, seulement une entreprise sur deux s'était fixée des objectifs de réduction des émissions de GES alors que 83 % sont conscientes du risque. Le sentiment d'urgence est palpable mais l'engagement effectif demeure inégal. C'est pourquoi, l'IFA appelle les administrateurs à mettre ce sujet environnemental à l'ordre du jour des Conseils afin de placer résolument l'entreprise sur une trajectoire de réduction de son empreinte carbone, de fixer des objectifs de transition, d'adaptation et d'y allouer les ressources nécessaires.

Toutefois, cette vigilance relève de la responsabilité collective, des administrateurs certes, mais pas seulement. Les représentants des salariés ont aussi toutes les cartes en main pour favoriser la transition écologique et en faire un objet de dialogue social. Au sein des Conseils, les administrateurs salariés cherchent à rééquilibrer l'intérêt financier et l'intérêt social, à amener des raisonnements de long-terme et à intégrer la RSE² dans la stratégie. Au sein des Comités sociaux économiques, des commissions environnementales sont créées. Mais nous n'en sommes qu'au début. Dans le cadre de la relance d'activités, les partenaires sociaux vont-ils négocier des accords d'entreprises ou de branches spécifiques sur la transition écologique à l'image du premier accord « employeur bas carbone » signé au sein d'EDF en novembre 2019 ? Les accords existants (qualité de vie au travail, télétravail) vont-ils être renégociés à l'aune de cet impératif climatique ? Car c'est bien en prenant des mesures concrètes et responsables que nous sortirons des discours incantatoires et que nous contribuerons, collectivement, à limiter la hausse de la température du globe terrestre et à réaliser le dessein d'une neutralité carbone d'ici 2050.

Maud Stéphan
Déléguée générale,
Réalités du dialogue social

¹ Tribune « Mettons l'environnement au cœur de la reprise économique » parue dans Le Monde

² Responsabilité sociale des entreprises